

LETTRE A TOUS NOS AMIS

par Huguette BOUCHARDEAU

Certains d'entre vous s'étonnent de la position prise par le PSU pour le scrutin du 10 juin et s'interrogent sur son efficacité. Quelques-uns nous ont écrit, nous conseillant quand même d'imprimer des bulletins de vote. D'autres nous ont demandé au contraire d'être plus économes, et de ne pas verser la caution de 10 millions d'anciens francs qui nous permettait de présenter une liste. Je voudrais répondre aux uns et aux autres.

A ceux qui voudraient que nous imprimions des bulletins de vote « pour pouvoir nous compter », je dis que c'est du suicide que de vouloir se compter sans en avoir les moyens. Sans avoir les moyens, d'abord, de mener une campagne électorale correcte : nous allons avoir 4 minutes à la télévision et à la radio contre les 30 minutes accordées aux listes des grands partis... Et cette campagne officielle n'est vraiment pour eux qu'un appoint aux débats interminables qui se déroulent depuis plus d'un mois. De plus, un seul jeu de bulletins de vote, mis à la disposition des électeurs dans les bureaux, sans qu'aucun matériel soit envoyé à l'avance, revient quand même à 90 millions (toujours en anciens francs). Avons-nous les moyens de perdre cette somme ?

Alors, nous disent les autres, soyons logiques jusqu'au bout, ne présentons pas de liste, mais appelons les électeurs à voter blanc. Or toute la question était de savoir, quand nous avons pris la décision, comment nous allions lan-

cer cet appel. Car il était clair que, du moment où nous disparaissions des listes de candidature, nous n'avions plus que de très maigres moyens de le faire. Au contraire, le fait d'avoir annoncé notre participation aux élections nous a valu des interventions sur les trois chaînes de télévision, à France-Inter et sur les postes périphériques et ces interventions vont se poursuivre dans les jours qui viennent. Notre présence dans la campagne est donc réelle, et la dénonciation que nous avons faite de la loi est même devenue un des rares événements de cette campagne. Elle nous a permis aussi de présenter nos interventions dans la presse écrite.

Tout cela c'est la réalité. Bien sûr la meilleure solution, étant donné la loi électorale française, aurait été le regroupement d'un certain nombre de mouvements ; nous l'avons demandé dès le 5 mars. A cette demande a répondu le double sectarisme des groupes trotskistes d'une part, certains écologistes, ceux d'Europe-Écologie, d'autre part. D'un côté, volonté de présenter une liste pure et dure de la 4^e Internationale, de l'autre méfiance à l'égard d'un parti politique et pressions d'écologistes de droite. Jusqu'au bout nous avons tenté de réaliser ce regroupement ; et quand Jean-Edern Hallier a provoqué les médias en lançant le même appel, nous avons répondu à ces mêmes médias en tentant à nouveau de dépasser les sectarismes, et en déclarant : « Ce serait une belle victoire de la démocratie si, au soir du 10 juin, des trotskistes,

des écologistes, des régionalistes et nous-mêmes pouvions se retrouver élus à l'Assemblée européenne ». Sans résultat. Fallait-il pour cela ne rien tenter ? C'est bien sûr l'avis de quelques-uns. Et il paraît que « les travailleurs » attendaient cette solution-là. On prête de biens curieuses idées aux travailleurs : que je sache, les solutions d'impuissance et les tentations de repli groupusculaire n'ont jamais été leur fort.

Alors faute de pouvoir tourner une loi totalitaire il nous faut aujourd'hui l'attaquer de front. Sans élus à la clé. Et sans possibilité non plus de nous compter. Mais avec l'idée bien claire que nous devons mettre dans cette campagne, avant tout, la dénonciation d'un état de fait qui va s'aggravant : la disparition progressive de toute possibilité de dissidence politique, l'avancée d'un centrisme qui grignote les extrêmes, normalise en douceur et criminalise tout ce qui est en marge.

Ce n'est pas pure coïncidence si cette campagne des européennes se déroule en même temps que d'autres faits, sur lesquels, cette fois, les projecteurs ne sont pas braqués : à Longwy, les CRS tentent une intervention contre Lorraine Cœur d'Acier, la radio libre syndicale ; à Besançon Charles Piaget nous annonce que les Lip se voient opposer de nouvelles difficultés pour l'installation de leurs coopératives sur le terrain de Palente ; à Paris on condamne à plusieurs mois de prison les inculpés au ha-

sard du 23 mars ; à Nantes, anticipant le vote de la loi sur l'affichage, le député-maire socialiste veut faire passer en procès des militants PSU (1). Répression et grignotage des libertés. Pendant ce temps, les grands chefs de la gauche ronronnent leur campagne électorale. C'est sûr, eux ne vont rien casser. Giscard d'Estaing a beau jeu de se réjouir de la communauté de vues de tous les grands partis français sur l'Europe, et, bien satisfait d'une gauche aussi sage, il lui propose de former avec les partis au pouvoir un intergroupe français à l'Assemblée européenne ! Et l'électorat socialiste, qui ne voit plus guère après tout où sont vraiment les différences, déclare à plus de 50 % qu'il se satisfait d'une alliance avec l'UDF. Rapprochement des centres, rejet des extrêmes, et répression à l'égard des dissidences : voilà le tableau politique aujourd'hui. Raison de plus pour tenter de lutter contre la normalisation. Il ne suffira pas le 10 juin de s'abstenir. Il faut voter en protestant contre le totalitarisme de la sélection par l'argent, contre l'étouffement des voix différentes. En 1962 au moment des accords d'Évian, le PSU avait réussi par l'appel au vote nul à dénoncer le trucage d'un scrutin et la mise en place du régime de la V^e République. Ce refus élémentaire aujourd'hui a un sens politique : on veut étouffer par l'argent notre protestation ; soyons nombreux au contraire à dénoncer cette injustice.

(1) Cf. lettre p. 2.

Élections européennes : une liste du PSU

Le problème de la tête de liste a fait échouer les négociations pour un regroupement des courants

TS-Hebdo, tout au long de la préparation des élections européennes a, parallèlement au soutien de la campagne politique du parti, fourni les informations les plus précises possibles sur les divers contacts établis en vue de la constitution d'une liste dite des « minorités ». Le dernier TS-Hebdo ayant bouclé sur une information de dernière minute, il n'est sans doute pas inutile d'y revenir avec un peu plus de détails.

Sans tenter d'établir aujourd'hui un bilan, notons seulement que le parti a suivi une ligne constante dans ces négociations : constitution d'une liste pluraliste avec des courants significatifs des regroupements politiques que nous entendons opérer ; une base politique commune minimum étant dégagée, chaque formation ou courant conservant par ailleurs son propre programme. Dans la pratique, rien n'est évidemment simple, nos alliés potentiels apportant eux aussi leurs propres propositions (et alliés éventuels). A chaque fois le parti a dû affirmer ses positions sans pour autant briser prématurément des possibilités d'accord qui étaient très réelles.

Dans la dernière période le fait nouveau, et sans aucun doute le plus important à nos yeux, a été la possibilité de constituer une liste pluraliste avec la participation d'un nombre important et significatif d'oppositionnels communistes. Cette possibilité est apparue pendant le déroulement même du congrès du PC, c'est dire si elle était tardive (mais notre lutte pour le droit à la diffé-

rence avait finalement été entendue de ce côté aussi, ce qui est certainement très significatif). Mais la fin inattendue du congrès du PC, l'éviction de Leroy, l'entrée de Juquin au Bureau politique, etc... a entraîné interrogations et hésitations chez certains oppositionnels. Ne fallait-il pas tout de même jouer le semblant d'ouverture interne ?

Parallèlement, l'action contre la discrimination électorale, en s'étendant, est devenue un enjeu de la campagne. Jean-Edern Hallier, qui a le sens du spectacle, s'est emparé du thème et a réussi à attirer l'attention lors du second débat des quatre. Or Hallier entretient depuis assez longtemps des relations suivies avec certains oppositionnels communistes, il les a utilisées pour relancer l'idée d'une liste pluraliste. Notons d'ailleurs au passage qu'Edern Hallier était complètement lâché par les autres responsables de sa liste qui entendaient rester « Bretons » et « apolitiques ». Cependant la discussion a en fait porté sur la réunion de trois courants : oppositionnels communistes, écologistes et PSU. Or la rencontre a échoué sur le problème de la tête de liste. Pour des raisons certes de personne, mais surtout politiques ; seule une tête de liste collective était possible, c'est la position que nous avons défendue. Cependant la loi contraint à fixer un ordre et l'exemple Laguillier-Krivine montre bien qu'une organisation peut tenter d'imposer la priorité à son représentant. Ceci est d'autant plus regrettable que le regroupement auquel nous parvenions aurait sans doute eu un

assez large impact électoral, surtout face au vide de la campagne des autres listes. De plus, un accord sur des bases politiques minimum était possible : prise en compte de l'ébauche de plateforme proposée par les écologistes (publiée par TS), les oppositionnels communistes soutenant l'idée d'un moratoire sur le nucléaire suivi d'un référendum ainsi que la proposition d'initiative référendaire sur un plan plus général. Mais au-delà de ces convergences c'est la « couleur » de la liste qui a fait problème : une tête de liste communiste aurait de fait privilégié le débat avec le PC, ce qui ne convenait pas aux écologistes ; tandis qu'il était difficile à des communistes qui faisaient un geste aussi radical de sembler disparaître derrière des forces qui ont sans doute un écho moindre dans l'opinion. Si nous en avions eu le temps, il aurait peut-être été possible de rapprocher les points de vue. Mais souvenons-nous, il y a quelques mois, personne, sauf nous, ne songeait à une liste pluraliste. Il a fallu du temps, une bataille politique publique, pour que les positions évoluent et que certains partenaires acceptent d'envisager la constitution d'une liste qui ait quelque chance de constituer un véritable pôle électoral (et donc de passer les 5 %). Le 19 mai Huguette Bouchardeau répondait à Arlette Laguillier (cf. éditorial, p. 1).

Finalement ces propositions n'ont pas abouti et les oppositionnels communistes ont appelé à voter PC. Le PSU a donc présenté sa liste dans les conditions prévues par sa direction politique. ■

Débat sur l'Europe : les femmes... après.

Les femmes dans l'Europe. Marginalité ? Non, 53 % des Européens, tout simplement.

Les femmes direz-vous, est-ce vraiment important dans le débat sur les européennes, y a-t-il là vraiment un enjeu politique ? Critique socialiste et les dossiers de T.S. mensuel consacrés à l'Europe semblent avoir répondu : non. Quand le débat devient « politique », la « question des femmes » ne peut que s'effacer. Et pour celles, et pour ceux (il en est) qui pressentent bien, confusément, qu'on aurait tort de congédier une fois encore les femmes du débat « politique » et de ne se souvenir d'elles que dans l'annexe du bas de page, le problème est encore de dépasser la question, angoissée, « comment articuler cela ? »... Comme s'il nous fallait inventer une articulation, à tout prix... L'inventer, non. Mais la découvrir, l'analyser, l'expliquer, l'imposer enfin, qu'on cesse de nous renvoyer au quotidien — sanctifié depuis peu, il est vrai — comme d'autres nous renvoient aux cuisines, aux langes. C'est vrai, ce n'est pas facile encore. Parce que ce n'est pas évident. Cercle vicieux : nous y réfléchissons (ensemble) si peu...

Alors, que venons-nous faire dans ce débat sur l'Europe ? D'abord, simple rappel, nous représentons environ 53 % des Européens (la belle marginalité !). Et nous subissons toutes, à des degrés divers, une oppression spécifique : sur notre corps, dont le droit à la libre disposition, quand il n'est pas carrément dénié, reste trop souvent lettre morte ; par rapport à notre droit à l'emploi, particulièrement remis en cause dans une période de crise telle que celle que nous traversons ; par le pseudo-choix qui nous est offert, double journée de travail ou enfermement dans les délices du foyer.

Mais l'unification politique de l'Europe, qu'est-ce qu'elle vient faire là-dedans ? Qu'est-ce qui s'y dessine qui puisse concerner les femmes, accuser encore leur fragilité, la précarité de leur situation ? Cette question, on se la pose pour les travailleurs, qu'ils soient sidérurgistes, éleveurs de porcs ou viticulteurs. On se la pose pour les minorités nationales. Pour les opposants politiques. Et à raison. Alors, totalement absurde de

la poser aujourd'hui pour les femmes ?

Alors, sans attendre que soit reprise en compte, dans chaque domaine où elle est manifeste (emploi, libertés, etc.) la sur-détermination que constitue la différenciation sexuelle — ce jour-là, quelle avancée ! — nous avons, nous aussi, dans cette campagne, nos thèmes à défendre, nos axes de lutte à faire valoir.

Pour les femmes en Europe, deux points particulièrement sensibles : le droit à l'emploi et le droit à la contraception et à l'avortement. A l'arrière-plan la même revendication, droit de ne pas être qu'épouse et mère, servante et amante. Et sur ces deux points, une très grande hétérogénéité de situations dans les pays de la

communauté. Hétérogénéité du phénomène de double circuit — féminin, masculin — de l'emploi qui permettrait d'en jouer avec bien plus de bonheur encore qu'aujourd'hui. Hétérogénéité plus grande encore des législations (et des états de fait) sur la contraception et l'avortement qui fait peser la menace d'un nivellement par le bas, en même temps qu'elle témoigne de la nécessité de donner une dimension internationale aux luttes qui peuvent être menées.

Parce que sur ces deux points l'optimisme ne nous paraît pas de mise, nous pensons que c'est dès aujourd'hui qu'il faut mener campagne, et si possible en sortant des frontières. Et sans réticences.

Secteur « femmes » du PSU ■

Quelques renseignements pour la Campagne

La propagande : l'émission officielle radio et télé aura lieu le 5 juin dans le cadre des émissions prévues par la loi. Mais le dépôt de la caution et la présentation d'une liste nous permettront de participer à un certain nombre de débats, tribunes, réservées aux listes. Au cours de la campagne, le P.S.U. interviendra sur R.T.L., Europe n° 1, Radio Monte-Carlo. Des tribunes libres ou des opinions paraîtront dans *Libération*, *Le Matin*, *Le Monde*, *La Croix*, *Témoignage chrétien* et *Maintenant*. En ce sens la pression exercée à propos de l'inégalité électorale a eu quelques effets (sans pour autant changer les données du problème évidemment). On peut aussi utiliser la presse régionale qui publie des tribunes libres des diverses listes.

Le matériel édité par le parti permet de mener la campagne sur ses thèmes et son programme. Un jeu d'affiches est déjà dans les fédérations, un retraitage en 4 pages des 81 propositions est disponible (avec quelques modifications de rédaction et une réorganisation de l'ordre de présentation des propositions). Le versement de la caution met 140 000 panneaux électoraux à notre disposition, à nous de les utiliser.

Le panneau de la liste Europe-Autogestion a le numéro 11.

Rappelons que des bons de souscription permettent de collecter un soutien financier auprès des sympathisants (on peut aussi utiliser le bon publié dans *T.S.-Hebdo*).

Le vote blanc ou nul : l'écho de la bataille politique menée contre la discrimination électorale crée des conditions nouvelles pour exposer le sens d'un vote de protestation blanc ou nul. Certes nombre de nos électeurs (et d'autres) se réfugieront dans l'abstention, il faudra en tenir compte lors de l'appréciation des résultats ;

LE MOUVEMENT ECOLOGIQUE « LACHE » EUROPE-ECOLOGIE

L'écolo-centrisme se situe toujours plus... au centre. En effet, le mouvement écologique qui avait été actif dans certaines régions aux législatives de 1978 vient de publier un communiqué qui déclare : « Le Mouvement écologique avait clairement subordonné l'intérêt de cette présentation aux élections à des conditions de forme et de fond (...). Le collectif avait mandaté son bureau pour que celui-ci constate quelques jours avant les élections si ses conditions étaient suffisamment réunies. Celui-ci n'a pu que constater de graves insuffisances et décider que de fait le Mouvement écologique en tant que tel n'était pas engagé par ce qui se passait et s'était passé à Europe-Ecologie. Les adhérents du Mouvement écologique ne pouvaient y être présents qu'à titre individuel. Il était décidé par ailleurs dans cette réunion de bureau de ne faire connaître ses décisions qu'à l'intérieur du milieu écologique et d'attendre la fin des élections pour ouvrir publiquement le dossier de certains événements ».

Parallèlement, la liste d'Europe-Ecologie vient de recevoir le soutien de Philippe Saint-Marc, secrétaire du C.D.S. de M. Lecanuet, second de Simone Veil. Au nom de la « lutte contre les partis » sans doute ? ■

mais nous devons leur demander de faire plus en émettant un vote blanc ou nul (1) contre l'inégalité électorale. L'une des formes de ce vote est d'inscrire un mot d'ordre sur ce bulletin, contre la discrimination électorale, le chômage, le nucléaire, etc... elle peut être plus mobilisatrice pour certains couches d'électeurs (elle se pratique d'ailleurs individuellement dans toutes les élections) sans être exclusive du simple vote blanc ou nul qui est aussi une façon d'émettre une protestation.

(1) Les votes blancs ou nuls sont comptés ensemble et ne figurent donc pas comme abstentions.

Liste "Europe-autogestion" présentée par le PSU

- BOUCHARDEAU Huguette, Saint-Etienne, secrétaire nationale du P.S.U. - 2. PIAGET Charles, Besançon, militant syndicaliste Lip. - 3. LE RHUIN Guy, Pennmarch (29), marin-pêcheur. - 4. LAMBERT Dominique, Noisy-le-Sec, bureau politique secteur femmes. - 5. LAJONCHERE Jean, Aulnat (63), prêtre-ouvrier. - 6. ALLEMAND Pierre, Le Teil (07), manœuvre. - 7. ANTONUCCI Micheline, Bourg-en-Bresse, conseillère municipale. - 8. BELLET Jacques, Perols (34), professeur. - 9. BERARD Jean, Chambéry, conseiller municipal. - 10. BLANC Gérard, Chaligny (54), ouvrier sidérurgique. - 11. BOUICHOU Michèle, Sevran, conseillère municipale. - 12. BOUSSA-GOL Serge, Songy (51), instituteur. - 13. BOUTELET Elisabeth, Louviers, professeur. - 14. BRUNSCHWIG Jeanne, Paris, professeur. - 15. CARTAIRADE Viviane, Paris, secrétaire. - 16. CASALIS Georges, Antigny, théologien. - 17. CELER Marie, Limoges, responsable syndicale. - 18. CHAILLEUX Marie-Françoise, Grigny (91), secrétaire. - 19. CIMERMAN Charles, Paris, coupeur en bonneterie. - 20. DANTO Guy, Saint-Nazaire, électricien éclusier. - 21. DEPAQUIT Serge, Paris, secrétaire national du P.S.U. - 22. DEPTERIS Joseph, Nico, comptable. - 23. DESMOULINS Jacques, Périn (22), inspecteur Education nationale. - 24. ESPINAT Daniel, Tulle, conseiller municipal. - 25. FRETILLIERE Gérard, Colombes, professeur. - 26. FREYDIER Michel, Montelmar, enseignant. - 27. FOUCHIER André, Lunel (34), conseiller municipal. - 28. GARRIGUES André, Mende (48), instituteur. - 29. GERBE Suzanne, Calluire (69), retraitée. - 30. GHIRARDI Michel, L'Isle-Jourdain (32), maire. - 31. GILLET Maguy, La Rochelle, militante du Planning familial. - 32. LEROUX Jean-Pierre, 19130 Objet, professeur. - 33. GOUFFIC Suzanne, Vincennes, responsable du secteur Femmes. - 34. GOURVES Yves, Lannilis (29), médecin. - 35. GOURY Raymond, Vouziers (08), adjoint au maire. - 36. GUILLEZ Isabelle, Paris, secrétaire. - 37. HENRY Gilbert, Rougiers (83), paysan-maire. - 38. LABROSSE Jacqueline, Saint-Quentin, conseiller municipal. - 39. LALANNE Dominique, Les Ulis (91), conseiller municipal. - 40. LANTOINE Charles, Douai, ouvrier. - 41. LARBIOU Yves, Montpelliér, conseiller municipal. - 42. LAUDE Madeleine, Saône (25), militante Femmes. - 43. LAUDOUEZ André, Paris, ecclésiastique. - 44. LEDUC Victor, Paris, membre du Bureau politique. - 45. LE PAUDER René, Lorient, dessinateur industriel. - 46. LESCA Andre, Les Mées (04), dessinateur. - 47. LETORT Anne-Marie, Laval, sans emploi. - 48. LIEHRMANN Simone, La Rochelle, secrétaire. - 49. LOPEZ Gérard, Canohes (66), instituteur. - 50. LOUIS Michel, Sarcelles, animateur. - 51. MAITTE Jacqueline, Amiens, enseignante. - 52. MALLET Jean-Claude, Saint-Hilaire-des-Loges (85), paysan. - 53. MARTIN Gérard, Louviers, conseiller municipal. - 54. MATHIEU Bernadette, Langres, adjointe au maire. - 55. MENAUT Georges, Mouguerre (64), cheminot. - 56. MINAZZI Georges, Exincourt (25), responsable C.G.T. Peugeot. - 57. MOUQUET Jean-Claude, Larche (19), conseiller municipal. - 58. MORIN Michel, La Verpillière (88), enseignant, conseiller municipal. - 59. MORINEAU Jean-François, La Roche-sur-Yon, adjoint au maire. - 60. PAGET Georges, Chavigny (54), mineur de fer. - 61. PALLIER Gilbert, Saint-Gratien (95), dessinateur. - 62. PALM Janine, Rennes, réceptionniste médical. - 63. PANTAZIAN Alain, Saint-Genis Laval (69), technicien. - 64. PAUQUET Geneviève, Paris, sans emploi. - 65. PIROT Marie-Françoise, Paris, institutrice. - 66. PHILLIPON Guy, Paris, professeur. - 67. PRINGOT Gérard, Sarcelles, adjoint au maire. - 68. PUCEL Marie-Anne, Saint-Nazaire, dessinatrice. - 69. RAVENEL Bernard, Paris, secrétaire national P.S.U. - 70. RENAULT Gérard, Saint-Jean-de-Laye (50), agriculteur. - 71. RIVAL Michel, Maisons-Alfort, infirmière. - 72. RIVOIRE Geneviève, Avrillé (49), professeur. - 73. SAPHY Emile, Agen, agriculteur. - 74. SAUREL Jean-Pierre, Montélimar (26), technicien météo. - 75. SOURD Jean, Le Havre, employé de bureau. - 76. SUHARD Camille, Saint-Nazaire, conseiller municipal. - 77. TORRE Chantal, Bayonne, enseignante. - 78. TRICOIRE Germaine, Cholet (49), mère de famille. - 79. WEIDMANN Claude, Chaumont, conseillère pédagogique. - 80. WINTERHALTER Roger, Lutterbach (68), président des élus autogestionnaires. - 81. BOURDET Claude, Paris, journaliste.

Deux membres du P.S.

interviennent contre et pour nous

Lettre de Chenard, Député-Maire de Nantes, au P.S.U.

Messieurs,

Les pouvoirs publics et en particulier la municipalité de la ville de Nantes constatant l'ampleur croissante de la pollution urbaine, notamment par l'affichage sauvage et les graffitis sur les murs et le mobilier urbain ont pris les mesures nécessaires pour faire disparaître ces nuisances.

Malgré ces dispositions, j'ai constaté que des affiches concernant votre activité avaient été apposées sur les murs des immeubles (voir liste ci-jointe) (1). Je vous enjoins de faire disparaître dans les délais les plus brefs cet affichage illégal, faute par vous de déférer à cette injonction, je ferais procéder à son enlèvement par les soins des services municipaux et les frais correspondants seraient mis à votre charge, indépendamment des poursuites pénales dont vous seriez l'objet.

Veuillez agréer, etc.

Pour le député-maire,
l'adjoint délégué L. DIVARD ■

Lettre d'Albert Pen, Sénateur de St-Pierre et Miquelon, à François Mitterrand.

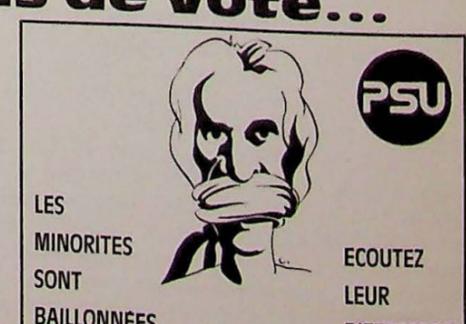
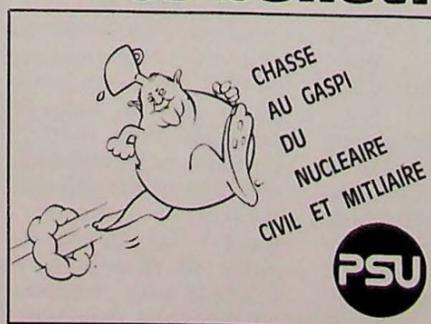
Monsieur le Premier Secrétaire,

En venant à mon bureau, j'ai entendu l'appel lancé par Mme Bouchardeau, Secrétaire nationale du P.S.U., vous demandant, ainsi qu'à Georges Marchais, l'abandon d'un « temps de parole » au profit des « petites listes ».

N'ayant aucun titre (je ne suis qu'un « petit » sénateur d'Outre-Mer apparenté au groupe P.S.) et guère d'intérêts dans cette affaire (mes compatriotes redoutant leur intégration dans un Marché Commun contrariant l'économie de leur archipel), je me permets néanmoins d'appuyer fortement la démarche de Mme Bouchardeau. Le P.S. s'honorerait en y faisant droit, et n'aurait rien à perdre, au contraire, en apparaissant moins au sein de la « bande des quatre ».

Il me semble, en écoutant autour de moi, que les polémiques actuelles « tombent à côté de la plaque », et que les grandes formations politiques auraient intérêt à s'occuper de ce qui préoccupe d'abord la population. Peut-être ai-je tort ? M'excusant de cette intervention que vous jugerez sans doute inopportune, je vous prie de croire, Monsieur le Premier Secrétaire, à mes sentiments tout dévoués.

Albert PEN ■



(1) Une vespasienne, place Pirmil, des piliers de pont S.N.C.F., boulevard Victor Hugo !

La Lorraine au pied du mur

La fédération de Meurthe et Moselle analyse la situation de la sidérurgie lorraine

Jusqu'en 1966, les installations sidérurgiques existantes ont été conservées sans être modernisées. Dans le même temps, de nouvelles installations étaient construites, selon des critères ne tenant pas compte du bon sens, mais de la recherche du profit immédiat. C'est cette même année que débute, avec le plan Debré Ferry, une aide inconditionnelle et sans contrôle de l'Etat aux maîtres de forges. Par la suite, la Lorraine est progressivement abandonnée au profit de Fos-sur-Mer, qui draine l'essentiel des investissements, et Dunkerque; le VI^e plan français prévoit alors une orientation de la production vers l'exportation.

Sans évoquer ici les causes liées au contexte international, trois raisons essentielles expliquent les faiblesses de la sidérurgie française :

- insuffisance de la politique d'investissement,
- conservatisme technologique,
- absence d'intégration régionale, industrielle et commerciale.

En bref : si notre sidérurgie en est arrivée là, c'est à cause d'une politique qui



recherche avant tout le profit immédiat. Les restructurations qui se préparent en entraîneront d'autres, si on ne leur oppose aucune réponse.

Des propositions concrètes

Face aux menaces qui se profilent, le P.S.U. a deux objectifs :

- Tout d'abord, s'opposer au

plan de restructuration qui entraînerait la liquidation de 27 000 emplois et d'une partie du potentiel de production.

● Mais aussi, poser un certain nombre de questions que le mouvement ouvrier devra résoudre si l'on veut aller vers un changement de société.

- Ce qui implique de :
- Maintenir et moderniser

les installations existantes. On pourrait ainsi garantir un emploi pour tous, répondre aux revendications des travailleurs, notamment les 35 heures, la suppression des feux continus, la 5^e semaine de congés payés, et enfin faire face aux besoins actuels. Réduire les capacités de production actuelles, ce serait hypothéquer l'avenir.

- Engager un débat sur

l'avenir de la sidérurgie, sous le contrôle des travailleurs. De nombreuses questions doivent être posées : Quels besoins individuels et collectifs faut-il satisfaire ? Où faut-il installer les nouvelles unités de production ? Etc. Ces questions pourraient être posées dans des structures locales, régionales et nationales qui seraient évidemment à créer. Ce serait en même temps les premiers maillons d'un contrôle ouvrier et populaire.

Le P.S.U. n'entend pas apporter de réponses toutes faites, mais donner des éléments de réponses s'inscrivant dans la logique du socialisme autogestionnaire. En particulier, le contexte international ne doit pas être sous-estimé.

A notre sens, il faut s'orienter vers une certaine autonomie de production. Les échanges commerciaux pourraient être, dans la mesure du possible, limités à l'importation des matières premières non disponibles et des biens qui ne pourraient être produits sur place. Il s'agit donc de rompre progressivement avec les contraintes du marché international. La France est capable de produire l'acier nécessaire à la satisfaction de ses besoins.

Pour le P.S.U., il importe

que la lutte contre la restructuration capitaliste soit coordonnée au niveau de toutes les régions et de tous les pays concernés. C'est dans cette optique qu'il a participé à de nombreuses rencontres entre des organisations qui œuvrent dans le même sens, en particulier à Turin, Paris et Bruxelles.

Fédération de Meurthe-et-Moselle du P.S.U. ■

MOUVEMENT DE GREVE A RHONE-POULENC ROUEN

Un mouvement de grève s'est déclenché au début de ce mois chez Rhône-Poulenc Chimie minérale à Grand Quevilly, près de Rouen ; il mobilise une grande partie des travailleurs. Ce mouvement a pour origine une action conjointe des syndicats CGT-CFDT sur les 35 h, la 5^e équipe, l'amélioration des conditions de travail et la 5^e semaine de congés payés. La direction n'a pas encore accepté l'ouverture de négociations, mais le mouvement continue, malgré la perte de salaire due à la forme d'action choisie. A suivre... ■

PAS DE FETE CETTE ANNEE

La fête du PSU n'aura pas lieu cet été. Le terrain de La Courneuve n'était pas disponible cette année, pour cause de transformation. Toutes les tentatives pour trouver un autre lieu adapté se sont finalement révélées infructueuses.

A quelque chose malheur est bon. La commission de la fête, répondant à de nombreuses demandes, en particulier celles

du service de protection, met à l'étude les conditions d'une ou de plusieurs fêtes répondant aux critères qui sont les nôtres. Elle souhaite recevoir l'avis des militants intéressés.

Une manifestation à la fois politique et culturelle est par ailleurs envisagée pour l'automne. Toutes les suggestions seront les bienvenues. ■

Festival de Cannes : Reflets dans un œil en crise

Devant moi, mademoiselle explose de joie et remercie M. X., responsable technique du festival de Cannes, de lui avoir donné une place pour la sélection officielle : « Merci monsieur, car vous savez je suis née à Cannes et y habite depuis vingt-deux ans, mais je n'ai jamais pu entrer dans ce palais !!! »

Au centre de Cannes, le palais à mille lieux des Cannois, ils arrivent par milliers du monde entier et ils restent par milliers derrière leur fenêtre à regarder les vedettes défiler, un mur entre eux et eux, un mur que la municipalité entretient, tel Beaubourg le public vient d'autre part, la culture est réservée et ne doit pas être souillée. Ainsi conférences de presse, cocktails, expositions sont organisés pour ponctuer le projet d'un nouveau palais du festival dont on ne voit pas l'utilité et qui soulève de vives protestations, notamment dans la population qui voit le budget de sa ville avalé par le festival international du film.

Quelques manifestations sont venues troubler le calme de la croisette, manifestation des travailleurs de la Solmer qui ont pu défiler devant le palais après un face à face de plusieurs heures avec les gardes mobiles qui tiennent la place en permanence, véritable festival de l'Etat policier, manifestation du Front autogestionnaire et du Comité de défense de l'Estérel venus distribuer, pendant la soirée de clôture, un tract contre le projet de mines d'uranium dans la région, tract fort apprécié après la projection du film américain *The China Syndrome* sur le danger d'accident nucléaire, et conférence de presse de la Société des réalisateurs de films sur les droits du créateur et du spectateur.

Ce festival aura été le témoin d'un monde en crise, aucun film n'aura fait exception, d'une société au passé lourd avec *Le Tambour* (U.S.A.), en passant par la société oppressive *Sans anesthésie* (Pologne), ou société des exclus *La Drôlesse* (France), le cinéma s'est une fois de plus montré comme un témoin majeur de notre siècle, cinéma pessimiste avec R.W. Fassbinder qui parle du terrorisme dans la 3^e génération ou optimiste avec Y. Yersin, l'histoire d'un retraité qui se libère en partant découvrir son pays avec « les petites fugues », mais nous reparlerons plus longuement de ces films dans TS-Mensuel. Même le jury, à l'image de la compétition, a donné un palmarès sans surprise, contentant tout le monde, palmarès trop facile pour un cinéma en plein bouillonnement.

Gilles MARSAUCHE ■

Moulinex veut s'expatrier

Le redéploiement vers l'Irlande et les Etats-Unis menace 14 000 emplois

Les propositions pour 1979 décrites dans le bulletin d'entreprise de Moulinex par M. Mantelet, président du directoire de cette société, sont particulièrement inquiétantes. L'expatriement de 14 000 emplois est présenté comme une réponse aux contraintes de la concurrence internationale. En fait, il s'agit du redéploiement des activités de Moulinex en prévision de la crise qui, dans un avenir proche, affectera l'industrie de l'électroménager. A un titre ou à un autre, la plupart des Alençonnais sont concernés. Aussi est-il nécessaire d'analyser les principes généraux de la politique de Moulinex et de mesurer les conséquences des décisions annoncées.

Il est une constante dans le comportement de Moulinex : c'est l'implantation systématique de leurs unités de production dans des zones à faibles salaires. Ceci a été le cas de la Basse Normandie et de sa périphérie pendant de nombreuses années. Aujourd'hui encore, les travailleurs de Moulinex sont plus faiblement rémunérés que dans des entreprises à volume de profit similaire.

L'installation et le développement des usines Moulinex ont entraîné de nombreuses villes à réaliser un fort volume d'investissements en logements, moyens de communication et équipements collectifs. C'est en particulier le cas d'Alençon, dont les contribuables paient aujourd'hui les conséquences des promesses fallacieuses de Moulinex.

Si les projets de cette firme se réalisent, des milliers de travailleurs de toute la région connaîtront le chômage, des dizaines de petites entreprises commerciales et artisanales seront mises en faillite et licencieront à leur tour.

Selon M. Mantelet, seules seront conservées à Moulinex France les fabrications banales qui pourront être automatisées et celles nécessitant une technique très avancée. A ce sujet, trop a été dit, ou trop peu...

L'automatisation, dans le cadre du système capitaliste, crée et accentue le chômage, surtout en période de récession, la machine remplaçant

l'homme. L'étude menée par Simon Nora et Alain Minc sur l'informatique et la société française prévoit, qu'au mieux, la production industrielle se fera à effectifs constants.

L'abandon des productions banales est une affirmation par trop péremptoire. L'installation en Irlande n'a certainement pas pour unique but de contrer un concurrent sur certains marchés étrangers. Et même si Moulinex fabrique là-bas ses productions à un coût inférieur, les consommateurs français n'en tireront aucun bénéfice. Le phénomène prendra d'autant plus d'ampleur que, grâce à son insertion sur le marché américain, Moulinex pourra essayer des usines en Amérique Latine, pays où la

classe ouvrière est faible et bâillonnée. Ainsi, en l'espace de quelques années, Moulinex, comme Philips, aura expatrié une fraction importante de sa production vers des pays en voie de développement où cette industrialisation exogène ne résoudra pas les problèmes économiques et sociaux qui s'y sont posés.

Le directoire et les actionnaires de Moulinex ne peuvent même pas se targuer d'un esprit prospectif. Ils disposent d'un capital financier considérable, d'un potentiel technique et scientifique de haut niveau, d'une main-d'œuvre de qualité, mais ils ignorent totalement les secteurs clés qui, dans les années futures, seront garants de la prospérité collective et

de l'autonomie nationale : les énergies alternatives, les techniques informatiques (macro et micro informatique), etc.

Ce qui se passe au sein de ce quasi-monopole français de l'électroménager concerne tout Alençon et la Basse Normandie. Une poignée d'hommes, dans le plus grand secret, a arrêté des décisions qui affectent la vie professionnelle et familiale de milliers de personnes.

C'est par une union populaire la plus large qu'il est possible de s'opposer au départ de Moulinex et de maintenir l'emploi en Basse Normandie. C'est aujourd'hui qu'il faut entamer la lutte.

Section d'Alençon du P.S.U. ■

INTERNATIONAL 3^{ème} Conférence méditerranéenne à Athènes

Après Barcelone (1976) et Malte (1977), la 3^e conférence des organisations socialistes et progressistes de la Méditerranée s'est déroulée comme prévu à Athènes du 15 au 18 mai.

Cette conférence dont — qui s'en souvient ? — l'idée initiale a été lancée par le Conseil national du P.S.U. sur les questions internationales de novembre 75, a réuni la quasi-totalité des grandes forces du mouvement ouvrier d'Europe du sud (1) et un large éventail des forces de gauche du monde arabe (2).

L'enjeu des discussions était moins brûlant qu'en 1976 ou 77 dans la mesure où, à cette époque, la poussée à gauche en Europe du sud laissait espérer encore une évolution politique assez rapide en faveur des forces populaires. Depuis, l'échec des stratégies des forces de gauche en Europe du sud a modifié les perspectives. Parallèlement, l'accord Begin-Sadate illustre l'échec de la stratégie des forces anti-impérialistes du monde arabe. Ce double vide stratégique n'a été que partiellement comblé par la révolution (inachevée !) iranienne et les succès du Front Polisario.

Un premier « réflexe » de cette conférence a été d'éviter les déclarations par trop triomphalistes et incantatoires, de mesurer la distance entre les proclamations et les réalisations. Il en ressortit une analyse et des positions politiques plus réalistes concernant la situation qui prévaut aujourd'hui dans l'ensemble de la Méditerranée. La relance de la

politique des blocs dans la région y inquiète les partisans du non-alignement, très majoritaires à la conférence.

Sur le plan économique là aussi, la priorité fut donnée à une analyse plus froide de ce que sont le nouvel ordre économique international, les rapports Nord-Sud dans leur traduction méditerranéenne. Une interrogation plus profonde s'est fait jour sur le rôle des multinationales dans le redéploiement de la domination impérialiste en Méditerranée. Ce devrait être l'objet d'un travail approfondi du Centre d'études méditerranéennes dont la création a été décidée.

La décision de faire à Alger la 4^e conférence a été unanimement appréciée. La préparation de cette conférence devrait être beaucoup plus approfondie et s'accompagner de réunions bilatérales dans lesquelles le P.S.U. s'efforcera de jouer le rôle le plus constructif possible.

Victor LEDUC, Bernard RAVENEL, Délégués du P.S.U. ■

(1) Etaient présents : P.C., P.S.U., P.S. (observateur) (France) ; P.C.I., P.S.I. (Italie) ; P.S.O.E., P.C.E. (Espagne) ; PASOK, P.C. grec Intérieur (Grèce) ; AKEL (P.C.), EDEK (P.S. de gauche) (Chypre) ; U.E.D.S. (Portugal) ; Labour Party (Malte) ; Ligue des communistes, Alliance socialiste du peuple travailleur (Yougoslavie).
(2) Du côté arabe étaient présents : F.L.N. (Algérie) ; Parti national progressiste (Egypte) ; Congrès général du peuple (Libye) ; P.C., Al M'orabitam, Parti national social syrien, Parti socialiste progressiste (Liban) ; O.L.P., G.U.P.S., F.D.L.P. (Palestine) ; Baas (Syrie) ; Front Polisario (Sahara) ; M.U.P. (Tunisie) ; U.S.F.P., P.P.S., Option révolutionnaire (Maroc).

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg
 Secrétariat de rédaction : Pierre Estournel
 Secrétariat-Docummentation : Marie-Françoise Chailleux
 Maquette et collaboration technique : Max Pagis
 Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
 Directeur de la publication : Victor Leduc
 Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris
 Numéro de la commission paritaire : 37 392
 Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
 Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)
 Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

TRIBUNE socialiste PSU

MENSUEL DE L'AUTOGESTION

N° spécial :
 44 pages, 5 F (4 F pour les sections)

PARAITRA LE 7 JUIN

Les responsables ou les trésoriers de sections qui n'ont pas passé commande doivent le faire de toute urgence.

Sommaire

Energie : le prix du nucléaire par M. Mousel.

La crise des transports.

Autonomie à l'italienne.

Dossier : les vacances.

« T.S. » MENSUEL

BULLETIN DE COMMANDE

N° DE JUIN

Prénom :

Nom :

Section :

Adresse :

Ville : Code postal :

Nombre de « T.S. Mensuel » demandé :

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste ou C.C.P. 5826-65 Paris.

(1) Cocher la case correspondante.

STAGES D'ETE AUX GUIONS (HAUTES-ALPES)

Deux stages d'une semaine chacun

1 - Du dimanche 19 août au samedi 25 août. Thème proposé : « Autogestion et pouvoir ».

2 - Du dimanche 26 août au samedi 1^{er} septembre. Thème proposé : « Champ social et champ politique ».

3 - Du dimanche 19 août au samedi 25 août, stage animé par le secteur Femmes : Différence sexuelle et rapports sociaux.

Chaque stage pourra s'organiser en plusieurs groupes, les documents seront envoyés aux camarades inscrits avant le stage. Une plaquette plus détaillée est en préparation. Inscrivez-vous en remplissant le bulletin ci-dessous sans oublier :
 - de joindre 50 francs pour les frais d'inscription,
 - de faire approuver vos candidatures par la fédération.
 Les frais de stage sont à estimer à environ 400 francs. Pour chaque stage, en vous inscrivant, vous recevrez tous les renseignements pratiques. N'hésitez pas à venir en famille.

Bulletin d'inscription (à retourner à P.S.U. - Stages d'été - 9 rue Borromée, 75015 Paris).

Nom : MICOL Prénom : ROBY

Adresse

Profession Année de naissance

Date d'adhésion au PSU Responsabilité

Syndicat Accord de la fédération

Hébergement : vient seul - oui - non - (cocher)

Sinon, combien de personnes en plus :

adultes :

enfants :

Stage choisi : 1 - 2 - 3 (cocher)

LA VILLE A PRENDRE

● A partir du 30 mai (Paris 3^e) : Le film « La ville à prendre » est repris à partir du 30 mai au cinéma « Palais des Arts », 102, bd Sébastopol dans le 3^e, métro Réaumur Sébastopol ; tous les soirs, un débat a lieu après la séance de 19 h 30 ; billets de groupe au cinéma ; tél. 272.62.98.

REUNION SUR L'EUROPE A DOUARNENEZ

● Vendredi 1^{er} juin (Douarnenez) : Réunion publique sur l'Europe à la salle omnisports à 20 h 30 avec Huguette Bouchardeau et Guy Le Rhun.

DEBAT SUR L'HABITAT AUTOGERE

● Mardi 5 juin (Paris 6^e) : Le mouvement de l'habitat groupé autogéré organise le 5 juin à 12 h 30 au Théâtre du Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e, une rencontre qui aura pour thème : rénovation d'un îlot urbain par un groupe d'habitants autogérés. Jean-Claude Prinz animera le débat. Une participation aux frais de 10 F sera demandée à l'entrée.

MEETING DES MINORITES

● 6 juin (Vouziers, Ardennes) : Pour réagir contre la loi électorale, la section P.S.U. de Vouziers organise le 6 juin à 20 h 30 à l'hôtel de ville un meeting des minorités bâillonnées. Raymond Goury, Laurence Boulmier (L.O.), Jean Edern Hallier et un animateur d'Europe Ecologie participeront aux débats avec des temps de parole égaux.

L'ARME DU BLE

● Jeudi 7 juin (Paris 15^e) : Le secteur agricole de la région parisienne du parti organise au 9, rue Borromée à 19 h 30 une projection du film « L'arme du blé ». Ce film couleurs de 56 minutes analyse les tenants et aboutissants du commerce international des céréales et montre les chantages auxquels il peut donner lieu sur les pays du tiers monde. Cette projection précèdera un débat consacré aux mécanismes de domination agro-alimentaires sur les pays en voie de développement et pourra donner lieu à des propositions pour des échanges plus égaux avec ces pays.

COMMISSION IMMIGRES

● Vendredi 8 juin (Paris 15^e) : Une réunion de la commission immigrés de la région parisienne aura lieu le vendredi 8 juin à 19 h 30 au 9 rue Borromée, Paris 15^e.

RENVOYEURS DE PAPIERS MILITAIRES EN PROCES

● Vendredi 8 juin (Paris 4^e) : 4 renvoyeurs de papiers militaires qui avaient agi en soutien à la lutte des paysans du Larzac vont passer en jugement le 8 juin à Paris. Trois d'entre eux étant originaires de Vendée ou de Touraine, un comité de soutien s'est créé là-bas. Il espère que le tribunal se déclarera incompétent et appellera à écrire au Président pour protester contre le fait que le jugement ait lieu à Paris. On peut donc écrire au Président du tribunal, chambre n° 17, audience du

8 juin 79, à 13 h 30, Palais de justice, bd du Palais, 75004 Paris. De préférence, envoyer un double de la lettre au comité de soutien, chez Lydie Langlais, Sauleux, Saint Ouen les vignes, 37400 Amboise ; tél. (47) 52.18.62.

CONCERT « MAMA » BEA TEKIELSKI

● Samedi 9 juin (Pinon, Aisne) : L'association « Serpenteaire » organise, le samedi 9 juin, à 21 h, à la salle des fêtes de Pinon, près d'Anizy le Château, un concert de « Mama » Bea Tekielski.

PEDAGOGIE FREINET

● Samedi 9 juin (Metz) : Le groupe mosellan du mouvement Freinet organise un débat sur l'éducation populaire, à partir de 15 h à la Maison rouge de Metz. Deux films seront projetés. A 20 h 30, on pourra assister à du théâtre forum avec « Un conseil de classe bien ordinaire ».

SPECTACLES DE FEMMES

● 9 au 15 juin (Paris 4^e) : Le journal « Histoires d'elles » organisera pendant la semaine du 9 au 15 juin à Paris, dans le quartier des Halles et du Marais, des animations et des spectacles de femmes. Sont prévus : Musiques, films, chan-

sons, théâtre, expositions, ateliers, etc. Pour en savoir plus : Histoires d'elles, 7, rue Mayet, 75006 Paris. Permanence téléphonique le mardi de 16 h à 19 h, tél. 566.79.16.

COMMISSION NATIONALE ENTREPRISES

● Samedi 9 juin (Paris 15^e) : La commission nationale entreprises se réunira le samedi 9 juin, 9, rue Borromée, de 9 h à 17 h. Ordre du jour : bilan des militants dans les entreprises. Analyse et débat sur la situation actuelle. Préparation de la prochaine C.N.E. qui a été fixée aux 27 et 28 octobre. Les responsables fédéraux et de sections d'entreprises sont également invités à cette C.N.E.

FETE ANTIMILITARISTE

● 9 et 10 juin (Albi) : Une fête antimilitariste aura lieu les 9 et 10 juin à Albi, Halle du Castelviel. Elle est organisée par le collectif des objecteurs du Tarn. Au pro-

gramme : Musique, théâtre, chansons, bal occitan, stands et bouffe.

FETES

● 23 et 24 juin (Beaumont en Artois) : Les 23 et 24 juin auront lieu deux fêtes à Beaumont en Artois, avec des animations, des spectacles, des expositions, etc. ; tout cela est organisé par les Amis de la Terre de La Gohelle et le journal Ch'galibot. Patrick Font et Philippe Val, ainsi que Roger Mason, apporteront leur concours.

FETE DE LA LIBRE EXPRESSION

● Dimanche 24 juin (Chelles) : Le dimanche 24 juin, de midi à 22 h, cette fête sera organisée par le comité autogestionnaire et écologique, soutenue par le P.S.U., la C.F.D.T. et les Amis de la Terre. Sont prévus : animation, musique, forums, théâtre de rue, bouffe. Cette fête aura lieu sur une colline que les organisateurs souhaitent protéger. On peut se renseigner auprès de Jean-Claude au 957.33.01.

OFFRE D'EMPLOI

Un poste de secrétaire-dactylo à plein temps est à pourvoir. Ecrire à la rédaction qui transmettra, 9, rue Borromée, 75015 Paris. C'est urgent. NE PAS TELEPHONER.

Maintenant

OU JAMAIS

Lancer un journal, quand on n'a pas de groupe financier derrière soi, quand on fait le pari du pluralisme (c'est-à-dire au début avec des personnes qui ne sont pas habitués à travailler ensemble), et quand le public auquel on s'adresse a plus d'interrogations que de certitudes, ça n'est pas facile. On s'en doutait un peu, mais, pour les difficultés, « Maintenant » a été comblé.

Il y a eu des erreurs, des bafouillages, des hésitations, du flou. Il y a eu des objectifs mal tenus : parisianisme, intellectualisme, manque de véritable débat. Tout cela, les militants du P.S.U. ont été nombreux à le dire, quelques-uns à l'écrire. Et il y a beaucoup de vrai dans ces critiques. Chaque membre du P.S.U. qui travaille à « Maintenant » le sait, mais sait aussi combien il était difficile de répondre à des attentes considérables — souvent d'ailleurs contradictoires et c'est normal.

Ces critiques, on en a tenu compte — le journal s'est bien amélioré par rapport aux précédents numéros, ceux d'entre vous qui ne l'ont pas abandonné en témoignent ! — et on en tiendra encore plus compte. Mais il ne faut pas non plus que les militants — ceux du P.S.U. comme les autres — confondent un journal destiné à s'adresser à un public large avec le simple reflet de leurs préoccupations à eux.

Toutes ces difficultés, réserves, déceptions, ont bien failli tuer « Maintenant ». Au prix d'un effort considérable de tous ceux qui y travaillent, et de mesures de gestion draconiennes, nous avons collectivement trouvé le moyen de tenir la route.

Mais il faut savoir que le problème le plus grave, et de loin, est celui d'abonnements ridiculement faibles. Et que le nombre de militants du P.S.U. qui se sont abonnés l'est encore plus. Nous avons refusé les souscriptions répétitives à fonds perdus mais, les abonnements, camarades, c'est vital !

Or ceci est une question de responsabilité politique. Regardez bien le journal aujourd'hui — en oubliant un peu les fâcheux débuts. Considérez la richesse des débats qui ont déjà eu lieu localement avec des comités Maintenant. Pensez à l'importance vitale pour le P.S.U. de disposer d'une zone d'influence large...

Si vous pensez à cela, vous devez vous abonner et faire des abonnements autour de vous. Dans les prochains jours. C'est une question de confiance entre nous. A nous d'être à l'écoute de ce que vous attendez. A vous de nous en donner le seul moyen.

Michel MOUSEL. ■

Il est urgent de s'abonner

Nom : QUIRAME Prénom : EMADINO

Adresse : PSCA a SDF (univer)

Tarifs : 1 an : 235 F - 6 mois : 120 F - Etranger : 300 F (1 an)

Abonnement de soutien à partir de 350 F

Règlement : par C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre de MAINTENANT
 14-16 rue des Petits Hôtels 75010 PARIS
 TEL. 246-72-52